

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité Administrative Bat A
24016 Périgueux

Périgueux, le 21/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PSTAB PSM

Domaine de la Vernelle
24510 Saint-Félix-De-Villadeix

Références : JB-FF/SEI-Ubd 24-47/252/2025
Code AIOT : 0005200167

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2025 dans l'établissement PSTAB PSM implanté Domaine de la Vernelle 24510 Saint-Félix-de-Villadeix. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée de manière inopinée le 16/10/2025 dans l'établissement PSTAB PSM de St-Félix-de-Villadeix (24).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PSTAB PSM
- Domaine de la Vernelle 24510 Saint-Félix-de-Villadeix
- Code AIOT : 0005200167
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société PSTAB PSM (ex-AQUITAB) exploite à Saint-Felix-de-Villadeix une usine de fabrication de pastilles chlorées pour le traitement des eaux de piscine.

L'activité consiste à mélanger le principe actif en granulés avec divers excipients (5 % au maximum) qui peuvent être des produits effervescents, des démoulants, des stabilisants ou des flocculants suivant le produit fini (chlore-choc, flocculant...).

Le mélange des poudres ou granulés est réalisé à sec dans des malaxeurs, puis moulé dans des presses hydrauliques et mécaniques qui en assurent la compression (20 à 100 T) à froid.

Les pastilles et pains ainsi obtenus (quelques grammes à 600 gr) sont aussitôt emballés (caisses, palettes, seaux...) pour ensuite être commercialisés. Les produits finis sont achetés par des grossistes, qui commercialisent ensuite ces produits sous leur propre marque.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 4
- Plans d'urgence
- Risque incendie
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'opération interne – existence	Code de l'environnement du 01/06/2015, article L 515-41	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois
2	Remise en état du site	Code de l'environnement du 27/09/2020, article L 515-100	Demande d'action corrective	2 mois
3	Formation du personnel aux situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Dispositions POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
5	Déclenchement des procédures d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Responsable échanges avec l'administration	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point b)	Demande d'action corrective	2 mois
7	Stratégie d'intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)	Demande d'action corrective	3 mois
10	Premiers	Arrêté Ministériel du	Demande de justificatif à	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	prélèvements environnementaux	26/05/2014, article Annexe V Point i)	l'exploitant	
11	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	2 mois
12	Exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point d) et e)	Sans objet
9	Interface service externe	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point f et g	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le déclenchement par les services de l'inspection d'un exercice POI inopiné a permis de constater une réponse rapide et efficace de l'équipe de première intervention. En revanche, cet exercice a également mis en lumière le manque de formation de l'équipe d'astreinte et de direction à la bonne mise en œuvre du POI de l'établissement. L'exploitant est mis en demeure de se former et de former l'équipe sur ce sujet.

La visite d'inspection a également permis d'identifier des axes d'amélioration. L'exploitant doit transmettre la dernière version de son POI de 2024, comprenant les compléments et ajustements détaillés dans les fiches de constat.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'opération interne – existence

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2015, article L 515-41
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de : 1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ; 2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement

contre les effets d'accidents majeurs.
L'exploitant tient à jour ce plan.

Constats :

La dernière version du POI reçue par l'inspection date du 17/07/2020. En séance, l'exploitant présente une version de son POI datée d'avril 2024, et indique l'avoir faite parvenir à l'inspection. L'inspection n'a pas trace de cet envoi.
Compte tenu de la mise à jour de l'EDD en 2023, le POI aurait dû être mis à jour à cette même date pour tenir compte des évolutions de l'EDD et y intégrer la liste des produits de décomposition en cas d'incendie.

Le POI daté de 2020 contient 9 parties :

- l'alerte,
- la situation de l'installation,
- les plans,
- le recensement des moyens,
- les scénarii d'accidents retenus,
- l'organisation des secours et interventions,
- les fiches réflexes d'actions,
- l'interface POI avec les autres documents d'urgence,
- les formations et entraînements.

La liste des scénarii d'accidents retenus est cohérente avec les phénomènes dangereux mentionnés dans l'EDD : 4 scénarii d'accident industriel (a.1, a.2, a.3, a.4) et 5 scénarii mineurs (b.1, b.2, b.3, b.4, b.5).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 1 mois, l'exploitant transmet à l'inspection la version mise à jour de son POI et complété par les points prévus aux points de contrôle n°2, 5, 6, 7 et 10.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Remise en état du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article L 515-100

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Prescription contrôlée :

I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à :

<p>1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ;</p> <p>2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI version 2020 à disposition de l'inspection, et le POI version 2024 consulté en séance, ne contiennent pas les informations attendues concernant la remise en état et le nettoyage de l'environnement du site après un accident majeur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de 2 mois, l'exploitant transmet à l'inspection son POI mis à jour et contenant les dispositions concernant la remise en état et le nettoyage de l'environnement du site après un accident majeur.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Formation du personnel aux situations d'urgence

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que les seuls personnels extérieurs intervenant sur son site sont les intérimaires et les chauffeurs routiers (transport de matières).</p> <p>Il indique qu'un accueil sécurité est dispensé à tous les nouveaux arrivants (y compris personnel intérimaire), accueil comprenant une présentation du site et de sa spécificité SEVESO, de la conduite à tenir en cas d'alarme incendie, des points de regroupement et du règlement intérieur. La présentation est accompagnée d'un questionnaire, et un recyclage est programmé tous les ans. L'accueil sécurité contient également une partie terrain, avec formation au poste de travail et tour sécurité (points rassemblement, déclenchements, extincteurs etc.).</p> <p>Une formation annuelle dispensée par un formateur extérieur à tout le personnel permet un entraînement à l'évacuation, et la manipulation des extincteurs.</p>

<p>Pour le personnel d'intervention, une formation spécifique d'astreinte est dispensée (cf. exercice POI point de contrôle n°12). Un planning de formation permet de s'assurer que tout le personnel cible passe en exercice POI.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de 1 mois, l'exploitant justifie du suivi de l'accueil sécurité par les chauffeurs routiers qui interviennent sur le site. Une mise en demeure a été établie pour le personnel d'astreinte et de direction (cf. exercice POI point de contrôle n°12).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Dispositions POI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite d'inspection a démarré par une mise en situation accidentelle inopinée. Le détail du déroulé de ce exercice se trouve en partie confidentielle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de 2 mois, l'exploitant justifie auprès de la DREAL de la bonne formation au POI de l'ensemble de son personnel (y compris personnel d'astreinte hors heures ouvrées). Cf. Point de contrôle numéro 12.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Déclenchement des procédures d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;
Constats : Le schéma d'alerte détaillé dans le POI de l'exploitant (version 2020) fait état de deux possibilités : <ul style="list-style-type: none">• le site est en activité,• le site n'est pas en exploitation (fermé). Les schémas d'alerte contiennent une action de mise en sécurité des personnes et des installations (évacuation du site et mobilisation de l'équipe d'intervention), le lancement du train d'alerte, et le déclenchement des POI/PPI. Dans sa partie 1.6, le POI version 2020 détaille la procédure d'appel par la société d'astreinte (AST) en cas d'alarme incendie, ainsi que les numéros et ordre des personnes à contacter. Un organigramme (partie 6.1.3) détaille ensuite la mise en place de l'organisation des secours (Direction des secours - relations extérieures - liaisons opérationnelles / Fonctions opérations-exploitation / Logistique / Appel - observation - information). Des fiches de définition de fonctions détaillent ensuite les missions et réflexes pour chaque fonction faisant partie de l'organisation des secours. Lors de l'exercice, l'inspection a pu constater la présence de 4 personnes en salle (DO + 3 personnes appelées par le DO) conformément aux missions décrites dans le POI / heures ouvrées. Un logigramme décisionnel général et systématique est placé dans la section 6.1.5 du POI. L'exploitant ne sait pas consulter rapidement les fiches mission de son POI. Les personnes appelées en salle POI ne sont pas au courant du rôle qui leur serait assigné, ni du contenu des missions attendues.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de 2 mois, l'inspection demande à l'exploitant de clarifier la définition des événements pouvant survenir sur le site, afin d'explicitier les cas où le déclenchement du POI est effectué. Le POI est mis à jour en conséquence et transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Responsable échanges avec l'administration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point b)
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;
Constats : Dans la fiche de fonction du Directeur des secours (partie 6.1.4.1 du POI), il est stipulé que le directeur est en charge du déclenchement du PPI, et de la communication des informations aux autorités et à la presse. L'alerte DREAL n'est prévue qu'en cas de déclenchement du PPI, trop tardif pour que DREAL et autres services s'organisent. Le numéro de téléphone indiqué est erroné.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant pourra utilement modifier son schéma d'alerte pour prévoir une information à l'astreinte DREAL dès déclenchement du POI. Un modèle de courriel à envoyer à l'unité départementale de la DREAL pour la prévenir d'un événement en cours pourra par exemple être rédigé, en plus de l'appel à l'astreinte, et les modes de communication vers la mairie, les services de secours et d'interventions,... doivent être clarifiés. L'exploitant pourra utilement compiler des éléments de langage nécessaires à sa gestion de crise. Le numéro de téléphone astreinte DREAL doit être corrigé dans le POI.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Stratégie d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
Constats :

Le POI contient des « fiches réflexes d'actions selon les scénarii retenus » (partie 7) qui détaillent, scénarii par scénarii, la chronologie des actions à mener par l'équipe d'intervention et par le personnel en cas de situation accidentelle.

Le manuel POI contient un plan d'implantation des détecteurs incendie du site, ainsi qu'un plan détaillant l'emplacement des extincteurs, des RIA, des masques à gaz et des cisailles.

Lors de l'exercice, l'inspection constate que le personnel d'intervention est arrivé rapidement sur zone, et correctement équipé. Le déclenchement du RIA a été conclusif.

L'inspection constate qu'un coffret astreinte étanche est disposé à proximité de la tente de stockage proche entrée site, afin de contenir la tenue d'intervention du personnel d'astreinte, une combinaison, un verse à flot. Le personnel (d'astreinte) dépose son matériel dans le coffret avant de quitter le site, et le récupère, en cas d'évènement accidentel hors heures ouvrées.

L'inspection constate que dans le cas où l'évènement aurait lieu sur la zone palettes / tentes de stockage, le personnel d'intervention ne pourra pas accéder à son matériel, celui-ci étant dans le rayon des effets thermiques. De la même manière, les bureaux (ou la 'salle POI' a été gréée) se trouvent dans le rayon d'effets. L'exploitant indique que dans ce cas, les membres de la cellule POI se réuniront sur le parking.

De la même manière, le jour de l'exercice, l'inspection n'a pas vu de manche à air, l'exploitant indique qu'elle se trouve aux niveaux de la sortie du bâtiment de production. Ainsi le personnel administratif situé à l'entrée du site n'a pas accès à l'information de la direction du vent (nécessaire en cas de nuages toxique pour connaître la procédures d'évacuation). Par ailleurs, aucun chemin d'évacuation et/ou des conditions de confinement en cas de nuage toxique et de vent le poussant vers les bureaux n'est prévu.

A l'entrée des bureaux, l'inspection constate la présence du plan d'implantation des détecteurs, RIA et points de regroupement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 3 mois, l'inspection demande à l'exploitant de s'équiper d'un dispositif permettant de mettre à disposition du personnel d'intervention et du personnel impliqué dans le POI les équipements adéquats, et le contenu du POI (ainsi que les plans) sur la zone de regroupement parking ou autre zone de son choix, en dehors des zones d'effets pour les évènements ayant lieu dans l'entrée du site.

Dans un délai de 3 mois, l'inspection demande à l'exploitant de communiquer la procédure d'évacuation/confinement du personnel dans les bureaux administratifs en cas de propagation d'un nuage toxique vers ces bureaux (cette procédure indiquera comment le sens du vent est pris en compte).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point d) et e)

Thème(s) : Risques accidentels, POI

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;</p> <p>e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'exercice, l'inspection a pu constater le déclenchement de la sirène POI, qui a été opérationnelle, et a entraîné l'évacuation du personnel et l'arrivée du personnel d'intervention.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Interface service externe

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point f et g</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p> <p>g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI version 2020 contient un plan (plan 01 p.54) qui détaille les différentes zones à risque du site (Produits combustibles / zone ATEX / Produits comburants ou dangereux pour l'environnement / Stockage solvants et huiles) ainsi qu'un plan (plan 11 p. 59) qui détaille les points de rassemblement (primaire et secondaire) et la voie de circulation des piétons. Il contient également le plan des détecteurs incendie (plan 06 p.50).</p> <p>La présence d'un plan comprenant les points de rassemblement, les détecteurs et matériel d'intervention, ainsi que les zones à risques, a été constatée par l'inspection dans les bureaux de l'accueil du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Voir point de contrôle n°7</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Premiers prélèvements environnementaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point i)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le POI version du 2/04/2024 consulté en séance, l'inspection constate la présence d'une fiche de prélèvement environnementaux à réaliser en cas d'accident. Cette fiche indique qu'il existe une astreinte APAVE qui intervient en 4h. La fiche contient la liste des substances à prélever et localisation des points de prélèvement, en fonction du scénario de vent constaté sur le site lors de l'évènement accidentel.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de 1 mois, l'exploitant transmet à l'inspection son contrat avec l'APAVE. Dans un délai de 2 mois, l'exploitant transmet à l'inspection sa stratégie de prélèvement, indiquant quels sont les composés à prélever en fonction de la situation accidentelle en cours. Le POI est mis à jour en conséquence.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 11 : Etat des stocks

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Etat des matières stockées-dispositions spécifiques. Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles</p>

<p>ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
--

<p>Constats :</p> <p>En séance, l'inspection demande à l'exploitant d'éditer un état des stocks. L'exploitant édite un état des stocks détaillé, basé sur une extraction de son logiciel ERP, mis à jour quotidiennement. Ce document contient le tonnage de matière comburante et de matière dangereuse pour l'environnement, avec le détail des phrases de risques associées. L'état de stocks détaille également la quantité de matière semi-finie, le nombre de palettes de produits finis et la quantité de matière première, ainsi que le nombre de bouteilles de gaz. Un simple bouton suffit à éditer l'état des stock détaillé.</p> <p>Un onglet prévoit également d'éditer l'état des stocks synthétique (sans phrases de risque, ni détail des matières premières ou produits finis). Lors de l'inspection, ce bouton n'est pas fonctionnel mais l'exploitant modifie la requête en séance et édite un état de stock synthétique.</p> <p>L'état des matières stockées n'est pas référencé dans le POI.</p> <p>Le directeur de l'établissement indique qu'il peut accéder à son état des stocks depuis son téléphone mobile, dans le cas où son accès réseau serait coupé.</p> <p>Cette fonctionnalité va être basculée sur le portable du personnel d'astreinte.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de 2 mois, l'exploitant complète son POI afin d'y voir apparaître la procédure d'édition de l'état des stocks.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 12 : Exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5

Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : <p>En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : <p>L'exploitant indique réaliser des exercices POI à intervalle régulier, à une fréquence au moins annuelle. En séance, l'inspection consulte le compte-rendu de l'exercice du 13/05/2025 (Scenario : décomposition de matière première en cellule stockage).</p> <p>Le compte-rendu indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le chronométrage de l'exercice, - la liste des participants, - des photos, - le retour d'expérience détaillant les point forts et points à améliorer. <p>L'exploitant indique que les points à améliorer font l'objet d'un plan d'action spécifique, regroupé dans un plan d'action général. Ce plan d'action général est suivi en point sécurité tous les lundis, et en comité sécurité, 1 fois par mois.</p> <p>L'inspection constate que tous les exercices POI ont des scénarii de première intervention, avec mise en œuvre des EPI et des moyens d'intervention. En revanche, les exercices n'ont concerné ni le personnel d'organisation du POI (Direction des secours / Fonction opérations-exploitations / Logistique / Appel observation), ni le personnel d'astreinte. En séance l'inspection constate que le personnel présent lors de la visite, et en charge des missions indiquées dans le POI, ne connaît pas le contenu du POI et les missions qui lui incombent selon les fiches missions du POI.</p> <p>Sur le terrain, l'inspection constate l'arrivée rapide du personnel d'intervention, équipé selon le scénario joué (ARI et combinaison), et mettant en œuvre les opérations adéquates pour gérer le sinistre.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Dans un délai de 2 mois, afin de s'assurer de la bonne gestion des éventuelles situations accidentelles qui pourraient advenir sur le site, l'exploitant organise un exercice POI impliquant le personnel visé par les fiches missions du POI et selon un scénario impliquant le déclenchement du POI.</p> <p>Dans un délai de 2 mois, et pour les mêmes raisons, l'exploitant organise un exercice POI impliquant le personnel d'astreinte (hors heures ouvrées) selon un scénario impliquant le déclenchement du POI.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

